



HAL
open science

Les notions de droite et de gauche dans l'histoire politique de l'Amérique Latine

Georges Couffignal

► **To cite this version:**

Georges Couffignal. Les notions de droite et de gauche dans l'histoire politique de l'Amérique Latine. Nuevo mundo Mundos Nuevos, 2016, 10.4000/nuevomundo.69122 . halshs-01322749

HAL Id: halshs-01322749

<https://shs.hal.science/halshs-01322749>

Submitted on 6 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Nuevo Mundo Mundos Nuevos

Nouveaux mondes mondes nouveaux - Novo Mundo

Mundos Novos - New world New worlds

Colloques | 2016

Les notions de droite et gauche dans l'histoire politique de l'Amérique latine

Georges Couffignal



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/nuevomundo/69122>

DOI : 10.4000/nuevomundo.69122

ISSN : 1626-0252

Éditeur

Mondes Américains

Ce document vous est offert par Bibliothèque Sainte-Barbe - Université Sorbonne Nouvelle Paris 3



Référence électronique

Georges Couffignal, « Les notions de droite et gauche dans l'histoire politique de l'Amérique latine », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Colloques, mis en ligne le 25 janvier 2016, consulté le 23 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/69122> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.69122>

Ce document a été généré automatiquement le 23 novembre 2021.



Nuevo mundo mundos nuevos est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les notions de droite et gauche dans l'histoire politique de l'Amérique latine

Georges Couffignal

- 1 Depuis la fin des années 1990, avec l'arrivée au pouvoir de nouvelles élites dans un grand nombre de pays d'Amérique latine, parler d'un "virage à gauche" de cette région était presque devenu un lieu commun¹, au point de voir la notion "droite" quasiment disparaître du vocabulaire politique de plusieurs pays. Au Brésil, par exemple, de récents travaux parlent de "la droite honteuse" (*direita envergonhada*) propos de citoyens ou de militants politiques qui ne se reconnaissent pas dans "la gauche" mais auraient honte de se proclamer ou être qualifiés "de droite"². D'ailleurs d'une manière générale, la littérature académique sur la droite en Amérique latine est extrêmement réduite. Si on trouve cette notion dans des études consacrées à un pays déterminé, en revanche celles qui abordent la notion dans une dimension comparatiste sont rares³, ce qui a d'ailleurs amené un certain nombre de chercheurs des deux côtés de l'atlantique à se constituer en réseau pour combler ce vide⁴. Pourquoi alors insister sur la notion de "gauche" s'agissant des gouvernants du Brésil, du Venezuela, de Bolivie, d'Argentine, d'Equateur, du Chili dans les années 2000, et de la fin d'un cycle qui laisserait place à un retour de la droite depuis le milieu des années 2010⁵ ? On est là en présence d'un phénomène assez surprenant, dans la mesure où le clivage gauche-droite comme marqueur de la vie politique (un clivage historiquement européen) est très récent dans la plupart des pays d'Amérique latine, dans le vocabulaire des acteurs politiques comme dans celui des analystes.
- 2 Pendant longtemps les historiens en général et ceux de l'Amérique latine en particulier, ne s'intéressaient qu'aux hommes illustres, à leurs rivalités, à leurs guerres, dans le champ national comme dans leurs rapports avec l'Europe ou les Etats-Unis. Comme l'a écrit François Chevalier, « cette vision de l'histoire paraît naturellement dépassée depuis que l'on se préoccupe des "forces profondes", des mouvements de masse, des facteurs économiques des mentalités et des sociabilités, de la "longue durée", là où l'on

ne voyait que grands personnages, événementiel et court terme. » Et il ajoutait « une nouvelle génération d'historiens revient à une approche plus politique sociopolitique de l'histoire »⁶. Cette nouvelle génération (Olivier Compagnon, Georges Lomné, Clément Thibaud, Geneviève Verdo), a en France été profondément marquée par les travaux de François Xavier Guerra, qui a complètement renouvelé l'approche de l'histoire politique de l'Amérique latine⁷.

- 3 De la même manière, les politistes ont eux aussi profondément évolué. A côté des politologues nord-américains qui multipliaient les travaux de modélisation sur la base de travaux quantitatifs synchroniques, une tendance tout aussi forte revendiquait la diachronie, de Clifford Geertz à Stein Rokkan, en passant par Reinhard Bendix, Samuel Eisenstadt, Ernest Gellner ou Charles Tilly. Un courant important s'est développé, celui de la *sociologie historique du politique*, qui s'est attachée à expliquer les faits sociaux en les plongeant dans le long terme de l'histoire⁸. Cela permit de souligner l'extrême diversité des cheminements nationaux, de constater que le temps propre à chaque Etat-nation est dissemblable, que face à des événements similaires ou comparables les sociétés ne réagissent pas de manière identique. Peu à peu s'est imposée l'idée qu'il convenait d'interpréter les faits politiques à partir des valeurs des acteurs qui les prennent en charge. La plupart des travaux de politistes français ou latino-américains sur cette région s'inscrivent aujourd'hui dans cette perspective d'explication des données à l'aune de tendances historique lourdes. Il convient donc de repérer les oppositions idéologiques ou sociales qui ont dominé la vie politique de l'Amérique latine depuis les indépendances et qui ont structuré de manière durable la lecture que l'on faisait de l'histoire politique des pays qui la composent.

La structuration du champ politique au XIX^e siècle

- 4 La très grande instabilité que connut la région après s'être affranchie des puissances coloniales était le fruit de luttes entre caciques, entre potentats locaux qui se combattaient les armes à la main pour élargir leur aire de pouvoir. A partir du milieu du XIX^e siècle, avec la construction progressive de nations, des oppositions plus "politiques" se sont fait jour. Celles qui opposent la bourgeoisie terrienne, les *terratenientes*, aux notables urbains qui étaient à la tête des *cabildos* dans les cités⁹. Celles qui opposent les conservateurs, catholiques pratiquants, majoritaires en milieu rural, aux libéraux, laïcs souvent francs-maçons, majoritaires en milieu urbain. L'accent mis sur l'opposition conservateurs libéraux masqua souvent, derrière un paravent idéologique, une réalité beaucoup plus prosaïque, celle d'une lutte entre groupes économiques antagoniques pour occuper le pouvoir, certains individus passant d'ailleurs sans difficultés d'un camp (ou d'une « faction ») à l'autre. Pendant tout le temps où le suffrage demeura censitaire, les groupes dirigeants étaient en effet exclusivement issus d'un monde économique qui s'articulait autour de l'exploitation de la terre d'une part, le commerce d'import-export d'autre part. Le contrôle des activités portuaires et des douanes, clé des relations avec l'Europe, était l'enjeu essentiel des luttes qui opposaient les *hacendados* et *comerciantes* au sein de l'Etat oligarchique. C'est sur ce fond commun que vinrent se greffer des conceptions différentes sur la manière d'organiser l'Etat (fédéralistes *versus* unitaristes) et des oppositions concernant le type de rapport que devaient entretenir l'Etat et l'Eglise catholique. La dyade conservateurs-

libéraux, que l'on retrouve dans la plupart des pays d'Amérique latine au XIX^e et au début du XX^e, offre de fait des combinaisons variées de ces antagonismes selon les pays.

- 5 Ces données changent avec l'apparition des partis politiques, dont la genèse repose sur des bases très différentes en Europe et en Amérique latine. En Europe, la Révolution industrielle, en Angleterre d'abord puis dans l'Europe continentale, fait basculer les sociétés agraires vers des sociétés industrielles et commerçantes, avec une transformation profonde des corps sociaux et l'apparition de revendications de nature politique. C'est la légalisation des organisations syndicales et l'introduction du suffrage universel masculin qui va permettre l'apparition des partis et leur positionnement rapide sur un axe *gauche-droite*, positionnement qui a l'origine était celui des groupes politiques dans la chambre des représentants au moment de la Révolution française, les *Girondins* et les *Jacobins* d'abord, puis les *Girondins* et les *Montagnards*, avec au milieu « *le Marais* ». A partir du milieu du XIX^e siècle, dans les monarchies parlementaires comme dans la République française, où s'établit en 1848 le suffrage universel masculin, dans presque tous les parlements on va progressivement voir les élus se positionner de la gauche vers la droite en fonction des spécificités politiques propres à chaque pays - partis anarchistes ou extrémistes « de gauche », partis communistes, socialistes, radicaux, populaires chrétiens, libéraux, conservateurs, partis de droite populiste et partis de droite révolutionnaire. Cet axe *gauche-droite* est donc devenu très tôt un signifiant fort de la vie politique en Europe, et on le retrouve d'ailleurs dans l'actuelle géographie du Parlement européen de Strasbourg.
- 6 Il n'en a pas été de même en Amérique latine. La naissance des partis n'a résulté ni d'une révolution bourgeoise, qui n'a jamais eu lieu dans cette région, ni d'oppositions idéologiques fortes (même si la lutte entre laïcs et cléricaux a été très présente dans plusieurs pays dès le lendemain des Indépendances)¹⁰. Les partis politiques, à l'origine, n'y sont que des factions qui permettent à un groupe ou un leader de se prévaloir d'une identité collective pour conquérir le pouvoir (ou s'y maintenir), la plupart du temps les armes à la main. Les guerres civiles, les *pronunciamientos*, les *caudillos* qui se succèdent à la tête de tant de pays jusqu'au milieu du XX^e siècle en sont l'illustration. Dans nombre d'entre eux, la polarisation entre deux factions opposées fut si forte qu'elle engendra d'authentiques sous-cultures politiques. Les immigrants récemment arrivés, les nouveaux électeurs issus de l'élargissement du suffrage, n'avaient d'autre alternative que s'intégrer à l'une ou l'autre de ces sous-cultures. Les régimes populistes qui apparaissent dans les années 1930-1950 au Mexique, au Brésil et en Argentine, puis font tâche d'huile dans d'autres pays, renforcent cette tendance à s'inscrire dans des sous-cultures polarisantes, en mettant en place de solides mécanismes clientélistes (partis, syndicats, appareils d'Etat, entreprises publiques, etc.)¹¹. En Argentine, on était péroniste ou radical, au Mexique priiste ou anti-pri, en Colombie conservateur ou libéral, en Uruguay Blanco ou Colorado, au Venezuela AD ou Copei...
- 7 Le régime présidentiel qui s'implante rapidement dans tout le sous-continent hispano-américain après la rupture avec le colonisateur ibérique (avec une brève expérience de type monarchique au Mexique et au Brésil), vient renforcer cette donnée. Loin en effet de mettre en place comme aux Etats-Unis des systèmes de contrepois permettant un véritable équilibre des pouvoirs, les constitutions adoptées au début du XIX^e soulignent toutes la prépondérance du président, les parlements étant la plupart du temps dépourvus de pouvoir réel. Les constitutions ultérieures, jusqu'à celles des années récentes, ont continué à définir un pouvoir présidentiel sans véritable contrepois¹².

Dans ce contexte, la fonction des partis était la plupart du temps de promouvoir un leader, porte parole des intérêts des groupes dominants ou aspirant à le devenir, beaucoup plus que de porter les aspirations ou d'individus ou de groupes, que l'on empêchait d'ailleurs de se constituer véritablement en tant que force politique ou sociale. Le parti n'était en tout cas pas une institution susceptible de favoriser une confrontation démocratique entre plusieurs offres politiques.

L'apparition du clivage gauche-droite au XX^e siècle

- 8 Ce sont finalement les régimes qui s'installent au lendemain de la crise de 1929 qui vont peu à peu introduire le clivage gauche - droite. On n'est plus désormais en présence d'une opposition polarisée entre groupes dominants, ni même d'une dyade permettant une lecture aisée de l'histoire politique et sociale. On assiste à la naissance d'un vrai *clivage*, structurant progressivement la vie politique de plusieurs pays, même si parfois les tentatives de création de partis de gauche peuvent être de courte durée, comme en Colombie¹³.
- 9 Un clivage, pour reprendre la définition qu'en ont donnée Stein Rokkan et Seymour M. Lipset, est ce qui divise une société en groupes obéissant à des orientations politiques divergentes, sur des bases qui peuvent être naturelles (couleur, sexe), géographiques (centre-périphérie), idéologiques (familles de pensée) ou socio-culturelles (appartenance à une classe sociale, à une ethnie, pratique d'une langue, d'une religion)¹⁴. Dans des régimes qui pratiquent l'appel aux urnes pour désigner ou légitimer les gouvernants, ces clivages se traduisent généralement dans des partis politiques. Si la fragmentation est faible, elle peut être essentiellement binaire comme aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, dans nombre de pays d'Amérique latine (Venezuela, Colombie, Uruguay). Si elle est forte au contraire, elle se traduit dans plusieurs partis (comme dans beaucoup de pays d'Europe ou au Brésil, en Bolivie, au Pérou, au Chili). Soulignons-le : même si les logiques clientélistes ne sont jamais absentes, ces clivages – lorsqu'ils existent – marquent l'appartenance ou l'adhésion des individus à des groupes, à des croyances, à des cultures, à des idéologies, et non pas l'enrôlement dans des factions sous l'autorité d'un individu ou d'un groupe oligarchique.
- 10 C'est l'APRA (*Alianza Popular Revolucionaria Americana*), créée en 1924 au Pérou, qui a réussi à bousculer le paysage politique du sous-continent, son fondateur Víctor Raúl Haya de la Torre se proposant de former un dans réseau de mouvements politiques anti impérialistes en Amérique latine¹⁵. S'il échoua cette entreprise, la crise de 1929 venant rebattre les cartes politiques, ses idées inspirèrent de nombreux partis, en particulier *Acción Democrática* (AD au Venezuela et le PS au Chili. Comme le notait Manuel Alcantara, « son programme radical, nationaliste, anti-impérialiste, socialiste et indio-américaniste a influencé de manière notable les partis politiques de l'époque, bien que ce parti (...) ait été interdit et persécuté dans les années ultérieures. »¹⁶
- 11 Le marxisme, présent dès la fin du XIX^e au travers des grandes vagues migratoires en provenance d'Europe germanique et méridionale ne donna naissance pendant longtemps, faute de bases ouvrières propices à son implantation, à aucun parti vraiment présent sur la scène politique. Deux exceptions : le Chili (les partis communiste et socialiste) et en Argentine (le parti socialiste) dans les années 1930. Ces partis seront importants dans la structuration du champ politique dans ces deux pays,

même si en Argentine le péronisme brouillera complètement et durablement le spectre partisan.

- 12 Les régimes populistes bâtis dans les années 1930 - 1940 par Lazaro Cardenas au Mexique, Getulio Vargas au Brésil, Juan Domingo Peron en Argentine, mais aussi les gouvernements similaires de Carlos Ibañez au Chili, José Maria Velasco en Equateur, ignorent tous le clivage droite-gauche. Leur projet national, souvent fortement inspiré du modèle mussolinien, est fondé sur la négation de l'existence de classes sociales et donc de conflit social. Comme en Italie, ils mettent en place un syndicalisme vertical lié à l'Etat, ce qui a entre autre pour effet de brouiller complètement et durablement les identifications "droite-gauche" telles qu'elles se développent à la même époque en Europe. Aux idées défendues par la gauche en Europe ils empruntent l'idée du rôle premier de l'Etat dans le développement économique et social. Ils empruntent aussi la notion de « peuple » comme sujet politique premier, celui dont on est le mandataire et pour qui l'on agit, une notion présente aussi bien dans la gauche communiste que dans la gauche dite "réformiste". Aux idées défendues par la droite ils empruntent l'anticommunisme, le nationalisme, l'exaltation de valeurs nationales, qui amènent à mettre l'accent par exemple sur l'indigénisme au Mexique ou sur le catholicisme en Equateur. Ces régimes s'opposent efficacement au développement de partis ouvriers d'obédience socialiste, qui pourraient remettre en cause le projet populiste, souvent (comme le PRI - *Partido Revolucionario Institucional* - au Mexique) en récupérant le vocabulaire politique de ces partis. A la droite radicale enfin, ils empruntent le mépris pour l'idéologie libérale et pour l'Etat de droit, niant l'existence de droits civils dont pourraient se prévaloir les individus.
- 13 Cela ne signifie pas pour autant que les idées véhiculées par la gauche aient été absentes de ces sociétés. Au Mexique, l'idéal communiste avait été fortement présent au moment de la Révolution, comme l'attestent les peintures de Diego Ribera sur les murs du Palais National de Mexico : la faucille et le marteau et la révolution russe y occupent beaucoup d'espace. De surcroît, dans ce pays, les idées socialistes furent amplement diffusées par les milliers de républicains espagnols qui y furent accueillis à partir de 1939¹⁷. Pourtant, les tentatives de création de partis communiste ou socialiste ne purent jamais prospérer dans un espace politique qui était entièrement dominé par le PRI. La même observation vaut pour l'Argentine. Si Perón privilégiait les relations avec l'URSS pour s'opposer aux Etats-Unis, cela n'eut pas pour effet de voir l'alternative socialiste, qu'elle soit radicale ou réformiste, donner naissance à des formations bien implantées dans le champ politique. L'une des raisons est sans doute à rechercher, au-delà de la capacité de ces régimes à contrôler l'ensemble champ politique, dans leur aptitude à mobiliser les secteurs marginaux de la société, ôtant de ce fait, dans beaucoup de pays, leur clientèle naturelle aux formations de gauche. Plus généralement, de nombreux présidents se sont proposés d'instaurer des régimes soucieux de développement économique et de justice sociale, comme Rómulo Betancourt au Venezuela, José Figueres Ferrer au Costa Rica, Luis Muñoz Marín à Puerto Rico, Víctor Raúl Haya de la Torre au Pérou, Luis Beltrán Prieto Figueroa au Venezuela, Juan Bosch en République Dominicaine..... Mais ce type de préoccupations "progressistes" n'a pas en Amérique latine, à la différence du cas européen, donné naissance à des partis situés clairement sur un axe droite - gauche.
- 14 C'est avec l'avènement de la Guerre froide après la seconde guerre mondiale et surtout la Révolution cubaine que le discours politique invoquant le vocable "gauche" va

prendre beaucoup d'ampleur. Des partis sont créés dans les années 1960 qui revendiquent le vocable, comme le MIR (*Movimiento de la Izquierda Revolucionaria*), fondé en 1965 au Chili ou *Izquierda Democrática*, fondé en 1970 en Equateur. Pour nombre de ces formations s'auto-définissant ou qualifiées "de gauche", le combat politique passait souvent, voire nécessairement, par la lutte armée, dans la foulée des enseignements de *Che Guevara*. Si certains mouvements de guérillas demeurèrent insignifiants et dépourvus de bases sociales, dans plusieurs pays ils mobilisèrent des groupes sociaux amples, ce qui servira de prétexte à l'installation de régimes militaires, avec l'aide des Etats-Unis, en application de la doctrine de « Sécurité nationale » élaborée au début de la Guerre froide dans les années 1950¹⁸. "*Patria libre o morir*" est un slogan que le suicide de Salvador Allende va généraliser dans les années 1970. On est en présence d'une gauche que d'aucuns ont qualifiée d'épique, soudée autour de valeurs fortes (souvent issues de la "théologie de la libération", très présente dans de nombreux pays dans les années 1970¹⁹) : engagement en faveur des pauvres, solidarité, mystique de l'action collective, abnégation individuelle.

- 15 Avec les régimes militaires ou autoritaires qui se généralisent à partir des années 1960, les partis de gauche sont partout proscrits, censurés, poursuivis, dénoncés pour leurs "connexions internationales", leurs militants sont poursuivis, emprisonnés, torturés, assassinés ou contraints à l'exil. Quant aux nombreux dictateurs que cette région a connu, les Rafael Leónidas Trujillo en République Dominicaine, Juan Vicente Gómez au Venezuela, Alfredo Stroessner au Paraguay, la dynastie Somoza au Nicaragua... ils n'étaient pas en reste pour isoler, censurer ou interdire tout ce qui de près ou de loin pouvait s'apparenter à la gauche.
- 16 A côté de la "gauche épique" des mouvements de guérillas, durant la même décennie, les idées de gauche démocratique progressent dans quelques pays, en particulier sous l'influence de *l'Internationale socialiste*, notamment au Venezuela, en Equateur et au Costa Rica. La plupart du temps cependant ces partis socio-démocrates, membres de cette Internationale, n'ont pas un corpus de doctrine très solide. Le MNR (*Movimiento Nacionalista Revolucionario*) en Bolivie ou l'APRA au Pérou en fournissent de bons exemples. Le MNR avait été fondé en 1942 par Victor Paz Estenssoro, qui fut élu président en 1952. Il redistribua des terres, nationalisa les grandes entreprises, affirma le rôle moteur de l'Etat dans le développement. Son successeur du même parti dans les années 1990, Gonzalo Sanchez de Lozada, fut le chantre du désengagement de l'Etat puis des privatisations les deux années de son second mandat au début des années 2000. Quant à l'APRA, plus vieux parti d'Amérique latine, il arrivera démocratiquement au pouvoir à deux occasions, en 1985 y en 2006, les deux fois avec le même candidat, Alan García. La politique économique que celui-ci mit en œuvre était d'inspiration clairement social-démocrate durant son premier mandat, et clairement d'inspiration néolibérale durant son second mandat...
- 17 On est donc en Amérique latine, si l'on s'en tient à nos catégories d'analyse européennes, en présence d'un fatras idéologique impressionnant, où être "de gauche" peut signifier être nationaliste, anti-impérialiste, révolutionnaire, socialiste, communiste, internationaliste, respectueux de la démocratie représentative... et être de droite est avant tout être contre la gauche. L'arrivée au pouvoir dans plusieurs pays, dans les années soixante, de militaires progressistes soucieux de réaliser d'amples réformes réclamées par les forces de gauche est venu encore compliquer la chose. Juan Velasco Alvarado au Pérou, Omar Torrijos à Panama, Juan José Torres en Bolivie,

Guillermo Rodriguez Lara en Equateur voulaient tous développer leurs pays sur des bases plus justes, comme le fera Hugo Chavez dans les années 2000. L'avènement durable de la démocratie dans les années 1980-1990 a-t-il clarifié cet embrouillamini ?

Droite et gauche à l'heure des régimes démocratiques

- 18 La fin des dictatures et régimes autoritaires, dans les années 1980, a eu pour effet de « désarmer les utopies », pour reprendre l'heureuse formule de Jorge Castañeda²⁰. Dans les années 1950 les formations de droite, sans n'avoir jamais gagné d'élections, ont vu leurs idées mises en œuvre par Fernando Collor de Lello au Brésil, Alberto Fujimori au Pérou, Carlos Menem en Argentine, qui accomplirent des politiques clairement néolibérales de désengagement de l'Etat en s'appuyant sur un rapport (discours, pratiques politiques) de type populiste avec leur électorat, brouillant de ce fait à nouveau la lecture que l'on pouvait faire de ce qu'il est convenu d'appeler « politique de droite » ou « politique de gauche ».
- 19 La décennie 2000 est celle où la majorité des gouvernements qui ont été élus vont être qualifiés « de gauche ». On ne compte plus les publications, aux Etats-Unis, en Europe, en France, en Amérique latine, concernant le « virage à gauche » de la région. Nous avons vu la difficulté de cerner la catégorie « gauche », même lorsque celle-ci a été revendiquée par les acteurs. Cette revendication a été tellement plurielle et imprécise, a correspondu à tant de situations politiques contrastées, a donné naissance à tant de politiques difficilement classifiables sur l'axe droite - gauche, qu'il continue à être extrêmement difficile de construire les catégories analytiques « droite » et « gauche ». On n'en donnera, pour les années 2000, qu'un seul exemple, emblématique. L'une des politiques publiques les plus vantées et mises en exergue par les observateurs des deux présidences de Lula de Silva au Brésil a été la célèbre *Bolsa familia*, qui a permis de réduire de plus de moitié le nombre de pauvres dans ce pays en une décennie²¹. Serait-ce là une politique typiquement « de gauche » ? Ces politiques sociales, dites de « transferts monétaire conditionnels »²², ont été reprises dans presque tous les pays d'Amérique latine, quelle que soit la couleur politique de leurs dirigeants. Elles sont aujourd'hui promues par la Banque mondiale et le FMI dans de très nombreux pays (notamment en Inde), car elles s'inscrivent dans la logique de l'*empowerment* (participation des individus à la prise de décision) promu par ces institutions pour lutter contre la pauvreté et promouvoir le développement. Or ce type de politique fut inventé au Mexique en 1997 par un président néolibéral, Ernesto Zedillo (PRI), puis repris et poursuivi sous le vocable *Progresa - Oportunidades* par deux présidents, Vicente Fox et Felipe Calderon, appartenant à un parti clairement situé à droite, le PAN (*Partido de Acción Nacional*). De même au Brésil, c'est un président du centre, Fernando Henrique Cardoso (les Brésiliens le placent au centre-droit, les Européens au centre-gauche), qui avait mis en place toute une série de politiques sociales de même nature, que Lula, président « de gauche » qui n'a à aucun moment remis en cause l'orthodoxie néolibérale, a ensuite réunies dans le programme *Bolsa familia*. On pourrait donner encore maints exemples de présidents de droite ou du centre ayant mis en œuvre des politiques sociales de transferts monétaires conditionnels.
- 20 Pourtant, en dépit de la difficulté à cerner ces notions de droite et gauche, le retour de la démocratie semble avoir durablement inscrit ces notions dans l'identification politique des électeurs, ce qui est sans doute un signe supplémentaire de

l'enracinement de la démocratie dans la région, cette identification partisane étant incontestablement la plus répandue dans les régimes démocratiques²³. Une grande enquête menée de 1995 à 2002 dans 17 pays d'Amérique latine a ainsi montré un haut niveau d'idéologisation des électeurs, ceux-ci se positionnant dans leurs réponses assez aisément sur un axe droite-gauche, et classant tout aussi aisément les 68 partis concernés par l'enquête²⁴.

- 21 Quel est donc le marqueur qui permet de différencier la gauche et la droite en Amérique latine aujourd'hui ? La question de la liberté ? Les gouvernements autoritaires qui l'ont bafouée ou la bafouent en Amérique latine ou en Europe sont tantôt de "droite", tantôt de "gauche". Les politiques sociales et l'accent mis sur la lutte contre la pauvreté ? Tous les gouvernements, de droite comme de gauche, les ont mises en œuvre dans les années 2000. Le rapport conflictuel verbal avec les Etats-Unis que cultivent les pays de l'Alba ? Il s'arrête à la réalité des échanges commerciaux, comme le montre l'exemple vénézuélien, dont les Etats-Unis sont le premier partenaire commercial, pour les exportations comme pour les importations. L'acceptation ou le refus du néolibéralisme et de l'ouverture des frontières ? Tous les pays, quelle que soit la couleur politique de leurs gouvernants, s'inscrivent dans le concert de la mondialisation et fondent leur développement sur les échanges extérieurs. La place dévolue à l'Etat comme acteur économique et social ? Le "moins d'Etat" promu dans les années 1990 par les créanciers internationaux dans le cadre du "Consensus de Washington" a fait long feu dans toutes les formations politiques. Les nationalisations ? Celles décrétées au Venezuela, en Bolivie ou en Equateur ne remettent pas fondamentalement en cause les principes de fonctionnement d'économies qui demeurent ouvertes et tournées vers les échanges extérieurs. La non soumission aux desiderata des Etats-Unis sur la scène internationale ? Un président de droite, V. Fox, et un président de gauche, R. Lagos, se sont en 2003 opposés de concert au Conseil de Sécurité de l'ONU à la volonté des Etats-Unis d'obtenir le mandat de cette organisation pour intervenir en Irak...
- 22 En définitive, les termes "droite" et "gauche" ressemblent beaucoup, en Amérique latine, au terme "populisme" en Europe. Ce sont des « mots valises » qui recouvrent des réalités très diverses. Pourtant, en dépit de cette imprécision, ils sont *porteurs de sens* pour les acteurs, pour ceux se revendiquant de la gauche comme pour ceux qui la combattent. Ils sont signifiants donc autant pour l'élaboration de programmes politiques que pour l'analyse des stratégies des militants ou des candidats à des élections.
- 23 Nul mieux que Norberto Bobbio a disséqué la force de cette distinction, dans le jeu politique comme dans les comportements et les identités individuelles. Après en avoir fait un balayage historique et analytique rigoureux et après s'être interrogé sur les raisons de la survie de la dyade, N. Bobbio conclut qu'en définitive le marqueur essentiel qui distingue la gauche de la droite est le binôme *égalité-inégalité*.
- 24 Etre de gauche, c'est vouloir combattre les inégalités, c'est être convaincu que la plupart d'entre elles sont avant tout d'origine sociale, et qu'en conséquence il est possible de les éliminer. Etre de droite, c'est considérer l'inégalité comme naturelle, inévitable. La nature comme la biologie font que certains individus naissent avec certaines caractéristiques personnelles et sociales distinctes de celles d'autres. Mais surtout, pour l'homme de droite l'inégalité est la force motrice de l'histoire, c'est elle qui pousse les hommes et les sociétés vers le progrès.

- 25 Bobbio conteste vigoureusement ce type d'analyse. Pour lui, clairement, la marche en avant vers la civilisation ne peut être que la promotion de l'égalité : « *Tout ce qui permet de dépasser une des discriminations sur la base desquelles les hommes ont été divisés en supérieurs et inférieurs, en dominateurs et dominés, en riches et pauvres, en maîtres et esclaves, représente une étape, certes pas nécessaire, mais du moins possible du processus de civilisation. Jamais autant qu'à notre époque n'ont été mises en discussion les trois sources principales d'inégalité : la classe, la race et le sexe.* »²⁵

NOTES

1. La littérature est immense sur cette question. Signalons les études réunies par Olivier Dabène (dir.) dans *La gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Presses de Sciences Po, 2012 ; ainsi que Kurt Weyland, Raúl L. Madrid y Wendy Hunter (eds.): *Leftist Governments in Latin America: Successes and Shortcomings*, Cambridge University Press, Cambridge, 2010; Steven Levitsky y Kenneth M. Roberts (eds.): *The Resurgence of the Latin American Left*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2011.
2. Cf. Madeira, Rafael Machado, and Gabriela da Silva Tarouco. "Esquerda e direita no Brasil: uma análise conceitual." *Revista Pós Ciências Sociais*, vol. 8 (5), 2011, p. 171-185.
3. Signalons cependant D. A. Chalmers, Maria do Campo Campello de Souza y Atilio Borón (eds.), *The Right and Democracy in Latin America*, Praeger, Nueva York, 1992; Edward Gibson, *Class and Conservative Parties: Argentina in Comparative Perspective*, Johns Hopkins University Press ; Kevin J. Middlebrook (ed.), *Conservative Parties, the Right, and Democracy in Latin America*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2000. A noter aussi le numéro 79 des *Cahiers des Amériques latines* (2015), coordonné par Ernesto Bohoslavsky et Stéphane Boisard : « Les droites latino-américaines pendant la guerre froide (1959-1990) : l'autre révolution ? »
4. Réseau d'études comparatives sur les droites en Amérique latine : <http://direitashistoria.net>
5. Voir par exemple J.P. Luna y C. Rovira Kaltwasser (eds.): *The Resilience of the Latin American Right*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2014.
6. Chevalier (François), *L'Amérique latine de l'indépendance à nos jours*, Paris, PUF (coll. Nouvelle Clio), 2^e éd., 1993, p. 180 et 181.
7. Guerra, François-Xavier, *Modernidad e independencias: ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, Madrid, Encuentro, 2009.
8. Yves Deloye, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2007, 3^e éd. ; Olivier Ihl et Martine Kaluszynski, "Pour une sociologie historique des sciences de gouvernement", *Revue Française d'Administration Publique*, vol. 102, 2002 (2), p. 229-243.
9. Geneviève Verdo, *L'indépendance argentine entre cités et nations*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2006.
10. On se reportera sur ce point aux études pays par pays de Manuel Alcántara, *Sistemas políticos de América latina*, vol. 1 (*América del Sur*) Madrid, Tecnos (4^e édition), 2014, et vol. 2 (*México, América central y el Caribe*), Madrid, Tecnos, 1999.
11. Combes, Hélène, et Gabriel Vommaro, *Sociologie du clientélisme*, Paris, La découverte, 2015
12. Cf. le second chapitre « L'innovation constitutionnelle » de notre ouvrage Couffignal, Georges, *La nouvelle Amérique latine. Laboratoire politique de l'Occident*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 49-84.

13. Par exemple Jorge Eliécer Gaitán s'éloigne en 1933 du parti libéral et fonde un parti "de gauche" (*Unión Nacional de Izquierda Revolucionaria - UNIR*). L'échec électoral de ce parti en 1934 l'amène à renouer avec son ancien parti.
14. Cf. Seymour M. Lipset et Stein Rokkan , "Cleavage Structures, Party Systems and Voters Alignments, an Introduction", dans Seymour M. Lipset et Stein Rokkan (eds.), *Party Systems and Voter Alignment : Cross National Perspectives*, The Free Press, Mac Millan Company »,1967.
15. Cf. Iglesias, Daniel, *Les mythes fondateurs du Parti Apriste Péruvien*, Paris, Iheal, 2013.
16. Alcantara, Manuel, « La relación izquierda-derecha en la política latinoamericana », *Cuadernos del CLAEH*, Montevideo, 60, février 1992, p. 87-102. Pour un panorama complet des partis dans tous les pays de la région, cf. Manuel Alcantara et Flavia Freidenberg (coord.), *Partidos políticos de América latina*, México, Fondo de cultura económica/IFE, 2003, 3 volumes.
17. Cf. AA.VV, *El exilio español en México*, México, Fondo de Cultura Económica, 1999.
18. Cf. Comblin, Joseph, *Le pouvoir militaire en Amérique latine : l'idéologie de la sécurité nationale*, Paris, J.-P. Delarge, 1977 ; Tapia Valdéz, Jorge A., *El terrorismo de Estado. La doctrina de la seguridad nacional en el Cono Sur*, México, Nueva Sociedad, 1980.
19. Voir en particulier Gutiérrez, Gustavo, *Teología de la liberación. Perspectivas*, Ediciones Sígueme, Salamanca, 1971.
20. Castañeda , Jorge, *La utopia desarmada. Intrigas, dilemas y promesas de la izquierda en América Latina*, Ariel, Buenos Aires, 1994.
21. Cf la présentation du programme qu'en fait la Banque Mondiale : <http://www.mfdr.org/sourcebook/6-1Brazil-BolsaFamilia.pdf> (consulté le 13-01-2016)
22. Il s'agit politiques sociales ciblées sur certaines catégories de la population qui ne peuvent en bénéficier que si elles s'acquittent de certaines obligations (scolarisation des enfants, prévention sanitaire, etc.). Cf. Ceballos, Marco et Bruno Lautier, « Les "Conditional Cash Transfer Programs" (CCTP). Entre mondialisation internationale et conjonctures politiques nationales », *Tiers monde*, 214, 2013 (2), 219-245.
23. On se reportera sur ce point à l'analyse devenue classique de Laponce, Jean A., *Left and Right: The Topography of Political Perceptions*, University of Toronto Press, 1981.
24. Colomer, Josep M., and Luis E. Escatel. "La dimensión izquierda-derecha en América Latina", *Desarrollo Económico* (2005), p. 123-136.
25. Bobbio, Norberto, *Droite et gauche*, Paris, Seuil, 1996, p.153.

AUTEUR

GEORGES COUFFIGNAL

Professeur émérite de Science politique, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3